




# AMENAGEMENT DE LA PLACE DE LA MAIRIE RAVALEMENT DE LA MAIRIE - SALLE DES FETES

adresse projet : 6, Grande Rue 54210 Azelot

maître d'ouvrage :		<b>COMMUNE D'AZELOT</b> 6, Grande Rue 54210 Azelot t. 09 79 17 52 22 mairieazelot@wanadoo.fr
maître d'oeuvre :		<b>BAGARD &amp; LURON architectes</b> 45, rue du faubourg des 3 maisons 54000 Nancy t. 03 83 39 07 55 contact@bagard-luron.com
maître d'oeuvre VRD :		<b>CONSILIUM</b> 4, rue Marcel Goulette 88130 Charmes t. 09 81 73 16 12 consilium@bbox.fr

PHASE	N° PLAN	INDICE
DCE	ARpe00	-
DATE	18 mars 2016	
ECHELLE	-	
EMETTEUR	ARCHITECTE	
N° AFFAIRE	1504	
LOT	-	

LOT 00  
GENERALITES  
C.C.T.P.

cahier des clauses techniques particulières

## LISTE DES LOTS

LOT	01	VRD
LOT	02	RAVALEMENT
LOT	03	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS

## GENERALITES APPLICABLES A TOUS LES LOTS

### DEFINITION DE L'OPERATION

Le projet a pour programme : **Aménagement de la place de la Mairie – Ravalement de la Mairie – salle des fêtes, 6 Grand rue à Azelot (54210).**

Le programme des travaux est défini par l'ensemble du dossier technique qui comprend :

- Plans Maîtrise d'oeuvre,
- Plans VRD
- Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour lots 02 et 03 et Détail quantitatif estimatif (DQE) + Bordereau de prix unitaire (BPU) pour le lot 01.

### CARACTERISTIQUES DU SITE

Le projet se situe au centre de la commune d'Azelot.

Le parvis actuel de la Mairie, les rues « Grand rue » et « de l'Eglise » seront concernés par le projet. La Mairie et la Salle des fêtes restant en activité pendant la durée des travaux, l'organisation du chantier devra permettre l'accès aux bâtiments selon le planning et les demandes fournis par le maître d'ouvrage.

Le site se situe dans le périmètre d'un monument inscrit Monument historique, la Chapelle sud de l'église Saint-Laurent. L'Architecte des bâtiments de France est donc un interlocuteur potentiel sur ce projet.

### MAITRE DE L'OUVRAGE - MAITRE D'ŒUVRE - S.P.S.

Maître de l'ouvrage : **Commune d'AZELOT**  
6 Grande rue - 54210 Azelot  
t. 09 79 17 52 22      mairieazelot@wanadoo.fr

Maîtres d'œuvre : **BAGARD & LURON architectes**  
45 rue du faubourg des 3 maisons - 54000 Nancy  
t. 03 83 39 07 55      contact@bagard-luron.com

**CONSILIUM**  
4 rue Marcel Goulette - 88130 Charmes  
t. 09 81 73 16 12      consilium@bbox.fr

### LISTE DES LOTS

Les marchés de travaux sont passés en corps d'état séparés :

LOT 01	VRD
LOT 02	Ravalement
LOT 03	Menuiseries extérieures bois

## REMISE DES OFFRES

---

Chaque entreprise devra connaître les prestations des autres corps d'état ayant une correspondance avec les siennes, et devra lire l'ensemble du C.C.T.P.

L'entrepreneur devra prévoir tous les travaux. Il doit assurer le complet et parfait achèvement des travaux prévus au dossier. L'entrepreneur devra s'être rendu compte sur le terrain des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature et suppléer par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les plans ou descriptifs.

L'entrepreneur ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et descriptifs :

- 1 - puissent dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession indispensables à une finition parfaite de sa prestation,
- 2 - fassent l'objet d'une demande de suppléments sur son prix.

## BORDEREAU DE PRIX

---

Chaque entreprise devra prendre en compte dans la remise de son offre, en plus des travaux à entreprendre, les conditions d'accès, de stockage et l'état des lieux. La lecture du présent document et des plans ainsi qu'une visite du terrain permettra aux entreprises de présenter leurs meilleures offres de prix. L'entrepreneur joindra à l'appui de sa soumission un bordereau détaillé spécifiant les quantités de matériels utilisés. Les prix indiqués comprendront la fourniture et la pose compris toutes sujétions. Ils seront hors taxes inclus tous les frais indiqués aux Cahier des Clauses Administratives Particulières. Les entreprises indiqueront dans leur offre la marque des produits qu'elles proposent, ils devront être de qualités et de caractéristiques équivalentes à celles préconisées.

Les entreprises soumissionnaires devront impérativement répondre au marché de base. **Les variantes sont acceptées, à condition que l'offre de base ait été chiffrée, faute de quoi, l'offre sera déclarée non conforme.** Les entreprises devront impérativement sur leur devis, chiffrer les postes suivant l'ordre chronologique établi au C.C.T.P. Le non respect de cette directive entraînera une non conformité de l'offre.

Le marché du lot 01 sera traité « au mètre ».

Le marché des lots 02 et 03 sera traité à prix global forfaitaire.

Il est rappelé que le marché à "prix global forfaitaire" implique que les prestations demandées à l'entrepreneur sont déterminées et que le prix soit fixé en bloc et à l'avance.

Les documents constituant le dossier de consultation définissent l'objet des marchés et donnent les caractéristiques des travaux à prévoir.

En cas d'incertitude ou s'il apparaissait sur les documents susmentionnés des divergences, des erreurs ou des omissions, les entrepreneurs devront compléter leurs renseignements et parfaire et suppléer à un manque d'indications et aux omissions éventuelles.

En conséquence, il est donc bien spécifié que le prix souscrit par l'entrepreneur sur sa soumission ou son acte d'engagement correspond à une opération livrée en parfait et complet état de finition.

Ne seront donc pas considérés comme "travaux supplémentaires" et de ce fait ne pourront donner lieu à ordre de service ou à supplément, tous les travaux et fournitures nécessaires à l'entier et parfait achèvement de l'opération dans le cadre des plans et du C.C.T.P. souscrit en parfaite connaissance de cause.

Aucun entrepreneur ne pourra donc réclamer de supplément en s'appuyant sur ce que les indications mentionnées sur les plans et le C.C.T.P. pourraient présenter d'incomplet et de divergent, ou sur des omissions évidentes qui pourraient se révéler.

## SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX

---

Le projet s'inscrit dans une démarche de qualité environnementale.

Les prestations suivantes sont donc à respecter :

- l'obligation de l'entreprise de vérifier que sa prestation respecte la réglementation,
- l'entreprise étant concernée par la qualité des produits, la préférence sera pour des matériaux renouvelables/recyclés, des méthodes de travail réduisant la nuisance...

Les travaux de toutes natures visés par le présent devis descriptif seront exécutés d'une façon générale conformément aux spécifications et prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels, parus à la date de signature du marché.

## **ARTICLE 01 QUALITE D'EXECUTION**

---

Les maîtres d'oeuvre se réservent seul le droit de juger de la qualité du travail exécuté par l'entreprise. Si les travaux sont jugés non acceptables pour des raisons de mauvaise exécution, outre leur conformité aux réglementations, ils seront à refaire aux frais de l'entreprise. Toute prestation jugée non recevable par la maîtrise d'oeuvre ou le maître d'ouvrage, du fait d'une finition ou d'une pose bâclée, ou encore non conforme aux règles de l'art sera à refaire au titre du marché, et ce, sans supplément de prix. La bonne exécution d'une prestation est celle définie à la fois par le respect des règles de l'art et le respect des exigences de la maîtrise d'oeuvre quant au degré de finition, de planéité, de tolérance et de juxtaposition des matériaux les uns par rapport aux autres.

## **ARTICLE 02 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX ET ORGANISATION**

---

La durée maximale des travaux devra être contenue dans le délai prévisionnel des travaux.

L'entreprise s'engage sur le nombre de salariés à mettre à la disposition du présent chantier afin de maintenir les délais contractuels.

L'entreprise devra une présence hebdomadaire aux réunions de chantier, ainsi qu'une écoute attentive au bon déroulement des travaux et aux exigences du maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 03 REGLEMENTATIONS**

---

Les travaux de toutes natures visés par le présent devis descriptif seront exécutés d'une façon générale conformément aux spécifications et prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels, parus à la date de signature du marché notamment :

### **REGLEMENTATIONS GENERALES :**

- code civil,
- code de la construction et de l'habitation,
- code du travail,
- règlement national d'urbanisme,
- règlement sanitaire départemental et/ou national,
- règlement sécurité incendie,
- réglementations acoustiques,
- textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé,
- législation concernant les conditions de travail et d'emploi de la main-d'œuvre,
- textes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement,
- textes concernant la limitation des bruits de chantier,
- textes concernant les déchets de chantier,
- législation concernant les travaux de désamiantage.

### **REGLEMENTATIONS TECHNIQUES :**

Les ouvrages devront être réalisés en respectant l'ensemble des normes françaises et européennes ainsi que des règles de l'art :

- documents techniques unifiés (DTU),
- normes,
- règles de calculs,
- règles ou/et recommandations professionnelles,
- exemples de solutions,
- certifications,

- avis techniques,
- agréments techniques européens,
- produits certifiés,
- procédure ATEX.

L'index alphabétique du recueil des éléments utiles à l'établissement et à l'exécution des projets et marchés du bâtiment en France, élaborés par l'Espace Scientifique et Technique du Bâtiment actuellement en vigueur, sera disponible sur le chantier sur simple demande. La prestation ne répondant pas entièrement aux documents cités ci-dessus sera à refaire conformément à ces derniers au titre du marché, et ce, sans supplément de prix.

Si le fait de refaire des prestations non conformes entraîne des retards dans les délais contractuels, alors, le marché de l'entreprise sera imputé des pénalités de retard définies au C.C.A.P.

## **ARTICLE 04 RECOMMANDATIONS DES FABRICANTS**

---

Tous les fabricants préconisent des dispositions indispensables à la bonne mise en œuvre de leurs produits : la méthodologie de pose, la température ambiante au moment de la pose, les préparations préalables à la pose, le liant, les colles ou fixations recommandées, les accessoires compatibles, et toutes autres dispositions clairement définies par les fabricants. Il est obligatoire de se référer à toutes les dispositions figurant sur les brochures, ou avis techniques relatifs aux produits utilisés. Les fabricants, ou fournisseurs de matériaux pourront être convoqués sur le chantier afin d'apporter au maître de l'ouvrage, à l'entreprise, ainsi qu'à la maîtrise d'œuvre tous les renseignements complémentaires concernant les conditions d'emploi, le mode d'application, les garanties et les caractéristiques techniques des divers matériaux et produits utilisés.

## **ARTICLE 05 PRODUITS ET MARQUES**

---

Les matériaux ou éléments techniques employés seront de la meilleure qualité, et choisis dans des marques de réputation solidement établie. Dans le cas où le présent CCTP ne précise aucune marque, l'entreprise devra préciser dans la remise de son offre, les marques des produits mis en œuvre.

## **ARTICLE 06 PLANS D'EXECUTION / PLANS D'ATELIER ET CHANTIER**

---

Les études d'exécution sont à la charge des entreprises.

Les Plans d'Atelier et de Chantier sont à la charge de l'entreprise. Dans leur devis, les entreprises devront faire apparaître ce poste.

## **ARTICLE 07 CONTROLES A LA CHARGE DES ENTREPRISES**

---

L'entrepreneur doit réceptionner, puis contrôler tout produit au moment de la mise en œuvre afin de s'assurer de la qualité de ce dernier, de ses caractéristiques et qu'il soit bien conforme à sa destination, à celle de l'ouvrage, aux éléments élaborés par le C.S.T.B. et aux prescriptions de la maîtrise d'œuvre. L'entrepreneur et le bureau d'études éventuel doivent contrôler : les dimensions, la résistance, la compatibilité de produits entre eux, la qualité et l'état de surface de tous les supports et parements destinés ou non à recevoir un matériau de finition.

## **ARTICLE 08 CONSTATS ET PRECAUTIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES**

---

Préalablement à tous travaux, l'entreprise devra vérifier tout support ou appareillage non exécuté par ses soins et sur lequel elle doit intervenir. L'entreprise avisera par écrit, et ce, le plus rapidement possible (dans les 48 heures à dater de l'état des lieux) la maîtrise d'œuvre de toute observation susceptible de générer du retard dans le calendrier général ou des risques de finitions imparfaites.

**Si l'entreprise ne fait aucun rapport ou constat sur les états de surface ou sur des dégradations existantes dans les temps prévus au présent CCTP alors, ils seront réputés acceptés, et l'entreprise ne pourra plus les contester.**

L'entreprise devra respecter les délais de la réception malgré le fait du mauvais état de surface ou de la dégradation qu'elle devrait réparer et remettre en état à ses frais.

Dans tous les cas, aucun travail bâclé ou imparfait, ou encore non conforme aux exigences de la maîtrise d'oeuvre ne sera accepté. Tout élément souillé ou dégradé par fait du chantier sera nettoyé ou réparé dans les délais les plus brefs par l'entreprise. Si suite au nettoyage, son état de surface est altéré, ou ne correspond pas aux exigences de la maîtrise d'ouvrage, alors l'entreprise devra son remplacement à ses frais.

L'entreprise devra prévoir la protection des fournitures posées ou non, et devra les stocker de façon à ne pas gêner le travail d'une autre entreprise. L'entreprise devra prévoir la protection de ses ouvrages jusqu'à réception.

## **ARTICLE 09 ESSAIS ET ECHANTILLONS**

---

L'entrepreneur aura à sa charge l'exécution de tous les travaux définis par le présent cahier des clauses techniques particulières, et devra procéder à tout essai ou présentation d'échantillons de toute nature, demandé par la maîtrise d'ouvrage, un bureau de contrôle, ou la maîtrise d'oeuvre. La valeur de ces prestations est implicitement comprise dans l'enveloppe forfaitaire figurant sur l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 10 VISITE DES LIEUX AVANT TRAVAUX**

---

Avant toute remise de prix, l'entrepreneur sera tenu de visiter le site, afin de se rendre compte des moyens d'accès, de la disposition et de l'état des lieux et des sujétions d'exécution. L'entrepreneur devra également prendre tous les contacts et demander tous les renseignements nécessaires à la détermination de son offre et à l'exécution de ses travaux. Aucune demande ultérieure d'adaptabilité au site, ou de contrainte de chantier ne pourra être prise en compte en cours de chantier. De ce fait, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de son marché.

## **ARTICLE 11 MODIFICATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES**

---

Toute entreprise amenée à modifier pour des raisons techniques ou autre les prescriptions apportées aux pièces graphiques ou écrites et signées au marché devra en aviser la maîtrise d'oeuvre avant toute exécution, et devra par ailleurs démontrer l'utilité (avec un avis motivé par pièces écrites et graphiques) des raisons de ce changement, ainsi que les conséquences qu'il entraîne vis-à-vis de l'avancement des travaux et de l'incidence sur les autres lots. La substitution d'un matériau ou d'un élément technique précisé dans la proposition du marché de base ne pourra se faire qu'après accord écrit du maître d'ouvrage. En aucun cas une prestation autre que celle définie dans le CCTP apportée par une entreprise ne pourra faire l'objet d'une rémunération supplémentaire ; par contre, si la maîtrise d'oeuvre estime que cette dernière est de qualité inférieure à celle précisée dans le CCTP, il sera en droit de demander une moins-value sur le montant de la dite prestation.

## **ARTICLE 12 VERIFICATION DES DOCUMENTS ET DIMENSIONS**

---

L'entreprise sera tenue de vérifier sur place les cotes et dimensions des divers éléments ou réservations. Il ne sera admis aucune demande de travaux supplémentaires au cours du chantier pour imprécisions ou omissions d'informations sur les documents graphiques ou écrits exécutés par la maîtrise d'oeuvre.

Avant toute exécution les entrepreneurs devront vérifier toutes les cotes des dessins qui leur sont ou leur seront remis. Ils signaleront en temps utile, à la maîtrise d'oeuvre, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire ainsi que les changements qu'ils croiraient utiles d'apporter. Ils provoqueront par écrit tous les renseignements pour tout ce qui leur semblerait douteux ou incomplet. Faute de se conformer à ces prescriptions, ils deviendront responsables de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences qui en résulteraient. En conséquence, aucun travail supplémentaire et aucun travail refait provenant des erreurs ou omissions ne fera l'objet d'un supplément au prix forfaitaire.

## ARTICLE 13 COMMANDE ET RECEPTION DES MATERIAUX

---

Chaque entreprise est entièrement responsable de la commande de ses matériaux, et en aucun cas elle ne pourra si le chantier prend du retard en faire porter la cause à son fournisseur, sauf cas de force majeure.

**Si une commande tardive entraîne des retards dans les délais contractuels, et engendre par conséquent un dépassement de la date de réception des travaux, alors le marché de l'entreprise sera imputé des pénalités de retard définies au cahier des clauses administratives particulières.** Avant exécution, il sera procédé, sous l'entière responsabilité du titulaire, à la réception des supports. Au cas où cette réception donnerait lieu à des réserves, le maître d'œuvre devra en être immédiatement informé. Après la levée de ces éventuelles réserves, aucune réclamation sur l'état de livraison des subjectiles ne sera admise, et toutes les réfections ou préparations des supports seraient alors à la charge de l'entreprise ayant mal réceptionné les ouvrages précédents.

## ARTICLE 14 PREPARATION DU CHANTIER, PLANS D'EXECUTION, COORDINATION

---

**Il est fixé une période de préparation, d'une durée de 2 mois pour le lot 01 et de 1 mois pour les lots 02 et 03.** Elle commence à courir à compter de la notification des marchés. Il est procédé au cours de cette période, conformément aux normes en vigueur, aux opérations énoncées ci-après :

- élaboration par la maîtrise d'oeuvre, après consultation des entrepreneurs, du calendrier d'exécution,
- établissement par les entrepreneurs, sous la coordination de la maîtrise d'oeuvre, et présentation au visa de celui-ci, dans les conditions prévues au C.C.A.P., du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- établissement et remise à la maîtrise d'oeuvre des plans PAC, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux sous 1 mois suite à la signature du marché.

De plus, l'entreprise prendra à sa charge, et sans contreparties toutes modifications et mise à jour de plans ou d'études qui interviendraient en cours de chantier (suite à modifications de la maîtrise d'oeuvre, maîtrise d'ouvrage...), en effet, les prestations d'études sont forfaitaires. En tout état de cause, l'entrepreneur se tiendra au courant de l'ensemble des travaux des autres corps d'état, de façon à connaître les impératifs que leurs interventions imposent à sa propre activité. Il se tiendra à la disposition des autres entreprises afin d'apporter dans les délais les plus brefs tous les renseignements nécessaires à l'avancement de la préparation des travaux (ou des travaux en cours d'exécution).

Après agrément, le maître d'œuvre fera retour d'un exemplaire de ces dessins à l'entrepreneur pour exécution, qui en transmettra un exemplaire à chacun des entrepreneurs des autres lots intéressés pour information ou exécution.

## ARTICLE 15 TRAVAUX PREPARATOIRES

---

Avant exécution, certains postes décrits nécessitent des travaux préparatoires, conseillés ou indispensables pour respecter les règles de l'art. Si ces travaux ne sont pas définis dans le descriptif des prestations à exécuter (de part leur caractère général), ils seront tout de même à prendre en compte dans le prix global et forfaitaire.

## ARTICLE 16 APPROVISIONNEMENT ET POSE

---

Des éléments du projet peuvent en certains cas être modifiés : l'entrepreneur ne devra ni approvisionner son chantier, ni commencer l'exécution d'une ou plusieurs installations sans en avoir reçu l'ordre. Il devra solliciter cet ordre en temps utile. En ne se soumettant pas à cette clause, il risquerait de se voir refuser, avant ou après leur pose, les éléments incriminés.

## ARTICLE 17 ACCESSOIRES LIES A L'EXECUTION

---

L'exécution de certains postes décrits dans le CCTP nécessite l'utilisation et la mise en place d'accessoires ou de petits matériels de quincaillerie, tôlerie, ou autre, conseillés ou indispensables pour respecter les règles de l'art. Si ces travaux ne sont pas définis, dans le descriptif des prestations à exécuter, ils seront tout de même à prendre en compte dans le prix global et forfaitaire.

## **ARTICLE 18 PROPLETE DU CHANTIER**

---

Il est important de souligner les points suivants : le chantier est un lieu de travail qui doit rester propre et ordonné, l'entreprise veillera donc à le **nettoyer et à le ranger régulièrement**. L'enlèvement des déchets de toute nature sera effectué de façon quotidienne.

**Aucune benne ne sera mise en place sur le chantier** : chaque entreprise est responsable de ses déchets qu'elle enlèvera avec ses propres moyens. Ces déchets devront être traités par l'entreprise : tri / recyclage / valorisation.

Si au cours du chantier il s'avère que le nettoyage n'est pas fait, ou que les entreprises s'en rejettent la cause, alors il sera fait appel à une entreprise spécialisée, et la facture sera à régler par la ou les entreprises titulaires du marché et présentes sur le chantier.

## **ARTICLE 19 COMPTE PRORATA**

---

Les frais communs aux entreprises feront l'objet d'un compte prorata. Celui-ci sera géré par l'entreprise de VRD. Seuls entrent dans le compte prorata les frais imputables à l'ensemble des entreprises tels que : eau, électricité, chauffage, téléphone, nettoyage ou contentieux divers.

## **ARTICLE 20 ESSAIS ET PROCES-VERBAUX**

---

Avant toute mise en œuvre générale, l'entrepreneur titulaire devra fournir au bureau de contrôle, à la maîtrise d'œuvre, et au maître d'ouvrage, les documents concernant ses prestations et notamment les Certificats de conformité aux normes françaises homologuées NF et P. Lorsque les prestations seront terminées, il sera procédé aux essais et vérifications de conformité. Si de mauvais fonctionnements ou mauvaises mises en œuvre étaient constatés, les représentants de la maîtrise d'œuvre pourraient demander le remplacement du ou des matériaux qui ne répondraient pas à leur objet. Pour les essais, l'entreprise sera tenue de se faire représenter par un personnel compétent, et de fournir tous les appareils et notices nécessaires.

L'entrepreneur devra fournir tous les procès verbaux d'essais de résistance au feu, ainsi que tous les procès verbaux de réaction au feu des matériaux qu'il a mis en œuvre. L'entreprise devra permettre au contrôleur technique de remplir sa mission en lui fournissant tous les documents qu'il pourra demander, relatifs aux prestations à réaliser.

## **ARTICLE 21 RÉCEPTION**

---

La réception implique que tout fonctionne, que tout ce qui a été réalisé soit conforme aux éléments utiles à l'établissement et à l'exécution des projets et marchés de bâtiment en France, élaborés par l'Espace Scientifique et Technique du Bâtiment actuellement en vigueur, ainsi qu'aux prescriptions des fabricants. La réception implique que le **chantier soit impeccablement nettoyé** et que le maître d'ouvrage puisse user pleinement des lieux pour la destination prévue. La réception implique que toutes les finitions soient très soignées, c'est-à-dire impeccablement exécutées suivant les recommandations de l'architecte.

## **ARTICLE 22 DOSSIER DE RECOLEMENT À LA CHARGE DES ENTREPRISES**

---

A la fin des travaux, l'entrepreneur devra fournir l'ensemble des plans d'exécution, de détails et de chantier qu'il aura dressé ou fait dresser pour l'exécution des travaux lui incombant. Le coût de leur établissement y compris les relevés nécessaires, fait partie des sujétions dues par l'Entrepreneur. La remise de ces documents au maître d'œuvre conditionnera la signature du PV de réception des travaux.

L'entreprise doit un carnet d'entretien et les fiches techniques de l'ensemble des prestations ou matériels fournis par ses soins. L'entreprise doit remettre au maître d'œuvre les fiches techniques et notices d'entretien dans les cinq jours à dater de la date de réception (dossier à remettre en trois exemplaires dont un reproductible).

## **ARTICLE 23 MESURES DE SECURITE A LA CHARGE DE L' ENTREPRISE**

---

**La sécurité des personnes doit être assurée en permanence sur le chantier. L'entreprise devra se conformer à toutes les mesures actuellement en vigueur. En plus des travaux à réaliser, l'entreprise devra la pose des protections contre les chutes de personnes et d'objets pendant la durée du chantier en conformité avec les règlements et le Code du Travail. Sur le chantier, les ouvriers devront être équipés des protections suivantes : vêtements appropriés au travail, casque, gants, chaussures de sécurités, lunettes de protection, etc.**

Les entrepreneurs restent chacun responsables de la sécurité de leur personnel, et des risques que leurs ouvrages font subir au tiers. Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ne pourront être recherchés en aucune manière pour ces accidents et seront couverts par l'entrepreneur de toute indemnité mise à leur charge du fait de ses manquements à la suite d'instances intentées envers eux par des tiers en raison des préjudices subis par eux sur le chantier ou ses abords.

L'entreprise devra obligatoirement respecter l'ensemble des clauses des lois et décrets suivants :

- loi du 06 décembre 1976 relative au développement de la prévention,
- loi N° 93-1418 du 31 décembre 1993,
- décret n°94-1159 du 26 décembre 1994,
- décret n°95-543 du 4 mai 1995,
- décret n°95-607 du 6 mai 1995,
- décret n° 95-608 du 6 mai 1995.

nota : le poste hygiène et sécurité devra être chiffré et détaillé dans le bordereau de l'entreprise.

## **ARTICLE 24 GARANTIES**

---

L'entrepreneur a l'obligation de fournir son attestation d'assurance et ses qualifications au maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur sera tenu d'entretenir ses prestations en bon état pendant un an à dater de la réception. Cette garantie portera sur :

### **GARANTIE DE FONCTIONNEMENT :**

L'installateur garantit les conditions de bon fonctionnement du matériel qu'il fournit et installe, compte-tenu des conditions physiques et climatiques de construction.

### **GARANTIE DU MATÉRIEL :**

La garantie sera assurée, pièces et main d'œuvre, pour une durée minimale de un an après la réception, pour l'ensemble du matériel et compte-tenu qu'il sera utilisé 24 heures par jour, tous les jours de l'année.

Cette garantie portera sur tous les défauts visibles ou non des matériaux employés, contre tous les vices de construction et de conception et sur le bon fonctionnement de l'ensemble des installations.

L'installateur s'engage à remplacer, réparer ou modifier à ses frais toutes les pièces ou éléments reconnus défectueux de construction ou de conception. Pour chaque pièce remplacée ou modifiée, il sera alloué un délai de garantie supplémentaire de six mois.

De plus, il restera responsable de tous les accidents matériels ou corporels qui pourraient survenir à la suite du mauvais fonctionnement, ou de la mauvaise tenue du matériau ou matériel qu'il a fourni et/ou posé dans le cadre du présent CCTP. Le maître d'œuvre se réserve le droit, après un an de fonctionnement, de constater l'état du matériel, contradictoirement avec les services techniques de l'installateur, pour en vérifier l'usure. L'entreprise s'engage à remplacer tout matériau ou matériel dont l'usure serait anormale.

Un an après la réception des travaux l'entrepreneur devra se rendre sur le chantier pour dresser le procès verbal de parfait achèvement des travaux (le procès verbal de parfait achèvement des travaux est l'acte qui libérera les retenues de garantie si et seulement si il ne présente pas de réserve).